

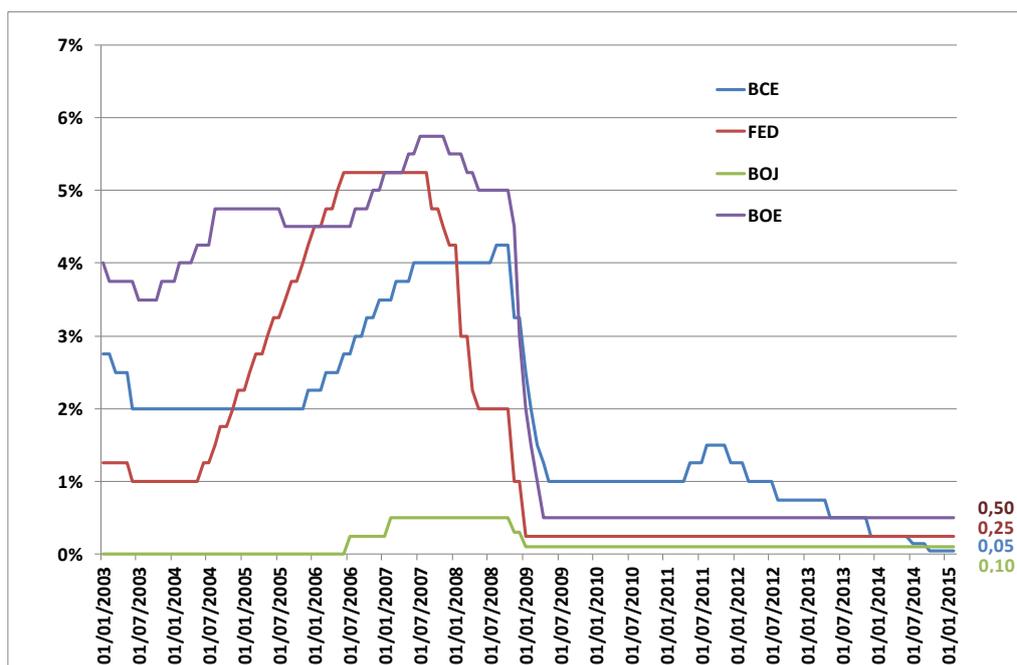
## 1 - Actualité nationale et internationale

### Réunion du G20 des ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales à Istanbul les 9 et 10 février

Le communiqué publié à l'issue de la réunion des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales du G20 souligne que « la croissance de l'économie mondiale reste inégale et bien que la reprise soit à l'œuvre, elle est lente, spécialement dans certaines économies avancées, en particulier la zone euro et le Japon ». Il note que « la forte baisse des prix du pétrole, qui reflète à la fois des facteurs d'offre et de demande, fournira une certaine stimulation à la croissance mondiale, mais avec des implications variées d'une économie à l'autre ». Il souligne ensuite que « une inflation faible et prolongée, combinée à une croissance atone et à une faiblesse de la demande dans certaines économies avancées, pourrait accroître le risque d'une stagnation persistante ». Dans le paragraphe 4, consacré à la politique monétaire, les ministres des finances et gouverneurs du G20 indiquent : « Nous convenons que, conformément aux mandats des banques centrales, les conditions économiques actuelles peuvent requérir des politiques monétaires accommodantes. À cet égard, nous saluons la mise en œuvre de politiques monétaires appropriées. La décision récente de la BCE vise à répondre à son mandat de stabilité des prix et apportera un soutien supplémentaire à la reprise dans la zone euro. Nous notons également que quelques économies avancées, ayant de meilleures perspectives de croissance, se rapprochent de conditions qui autoriseraient une normalisation de leur politique monétaire. Dans un contexte d'orientations divergentes des politiques monétaires et de montée de la volatilité sur les marchés financiers, les ajustements de politique monétaire devraient être calibrés avec soin et faire l'objet d'une communication claire afin de limiter les effets de bord négatifs ».

<https://g20.org/wp-content/uploads/2015/02/Communique-G20-Finance-Ministers-and-Central-Bank-Governors-Istanbul.pdf> (en anglais)

Taux directeur des principales banques centrales



## Chômage

### France : Hausse du nombre de demandeurs d'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 496 400 en France métropolitaine fin décembre 2014. Ce nombre augmente par rapport à la fin novembre 2014 (+0,2 %, soit +8 100). Sur un an, il croît de 5,7 %.

### Europe : Baisse du chômage en ZE18 et en UE28

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,4 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 11,5 % de novembre 2014 et à celui de 11,8 % de décembre 2013. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,9 % en décembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,0 % de novembre 2014 et à celui de 10,6 % de décembre 2013. C'est la première fois depuis octobre 2011 que ce taux descend sous les 10,0 % dans l'UE28. Eurostat estime qu'en décembre 2014, 24,056 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,129 millions dans la zone euro. Par rapport à novembre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 228 000 dans l'UE28 et de 157 000 dans la zone euro. Comparé à décembre 2013, le chômage a baissé de 1,710 million de personnes dans l'UE28 et de 693 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en décembre 2014 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (4,9 %), et les plus élevés en Grèce (25,8 % en octobre 2014) et en Espagne (23,7 %).

## Inflation

### Zone euro : Baisse continue de l'inflation

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,6 % en janvier 2015, en baisse par rapport au mois de décembre où il était de -0,2 %. Ce taux négatif de l'inflation annuelle de la zone euro pour janvier est attribuable à la chute des prix de l'énergie (-8,9 %, contre -6,3 % en décembre). Les prix sont également estimés en baisse pour l'alimentation, les boissons alcoolisées & tabac (-0,1 %, contre 0,0% en décembre) et pour les biens industriels hors énergie (-0,1 %, contre 0,0 % en décembre). La seule hausse annuelle prévue concerne les services (1,0 %, contre 1,2 % en décembre).

## Microfinance

### La microfinance dans les Outre-mer

Un avis consacré à la « Microfinance dans les Outre-mer » a été voté le 10 février à l'Assemblée plénière du Conseil économique, social et environnemental CESE. Parmi les propositions on trouve l'extension du suivi statistique de la microfinance par la Banque de France à l'ensemble des territoires ultramarins, en partenariat avec l'IEDOM et l'IEOM.

[www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf](http://www.lecese.fr/sites/default/files/communiqués/CP%20-%20Avis%20Microfinance%20dans%20les%20OM.pdf)

## OCDE

### Objectif croissance 2015

Dans son rapport annuel, l'OCDE donne une évaluation des réformes mises en place par les pays membres. Elle loue l'intensité des réformes menées en Espagne, en Grèce, en Irlande et au Portugal, mais déplore leur faiblesse voire même leur diminution "dans la plupart des pays nordiques et du cœur de la zone euro". Concernant la France, le rapport recommande l'allègement du coût du travail, la réforme du droit du travail, le développement de la formation professionnelle, l'amélioration de la lutte contre l'échec scolaire et la levée de certains freins à la concurrence.

<http://www.oecd.org/fr/economie/reformes-economiques-objectif-croissance.htm>

## Asie

### Baisse de l'inflation en Chine

L'inflation a chuté sous 1 % en janvier pour la première fois depuis 5 ans. La hausse des prix s'est établie à 0,8 % sur douze mois glissants en janvier, selon le Bureau national des statistiques.

## Actualité législative

Décret n° 2015-149 du 10 février 2015 relatif aux obligations déclaratives et à la mise en concurrence des intermédiaires en défiscalisation outre-mer

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030223097&categorieLien=id>

## 2 – Actualité régionale

### Chine : ralentissement de la croissance en 2015

L'inflation chinoise a chuté sous 1 % en janvier pour la première fois depuis 5 ans. La hausse des prix s'est établie à 0,8 % sur douze mois glissants en janvier, selon le Bureau national des statistiques.

Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 7,4 % sur l'ensemble de 2014, niveau en deçà de l'objectif de 7,5 % fixé par le gouvernement. Il s'agit du taux de croissance le plus faible depuis 24 ans. Le Fonds Monétaire International (FMI) a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Chine en 2015, à 6,8 %.



### Japon : la production a augmenté au dernier trimestre 2014

La production a progressé de 1,8 % au quatrième trimestre 2014, tandis que le taux de chômage au mois de décembre a reculé de 0,1 point pour atteindre 3,4 %. Les dépenses de consommation ont toutefois encore chuté en décembre de 3,4 % sur un an, mais progressent de 2,1 % par rapport au mois de novembre. Le Premier Ministre Shinzo Abe a annoncé le 27 décembre 2014 un plan de relance budgétaire de près de 30 milliards d'euros, après l'annonce d'un assouplissement monétaire par la Banque du Japon en octobre 2014.



### Australie : baisse du taux directeur

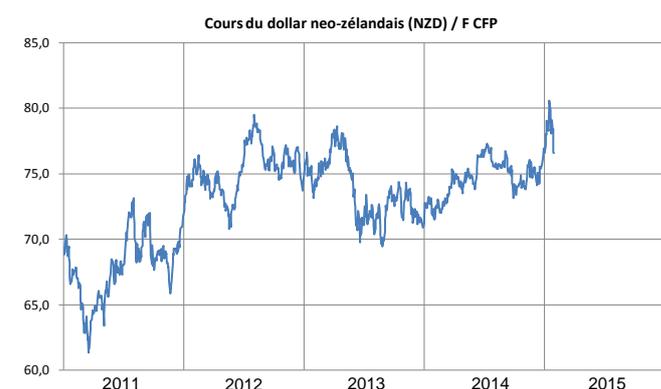
Le 3 février 2015, la Banque centrale d'Australie (RBA) a abaissé son principal taux d'intérêt d'un quart de point à 2,25 %, un plus bas historique alors qu'il était inchangé depuis août 2013. Ce changement s'inscrit dans une volonté des autorités de stimuler la croissance économique jugée inférieure à son niveau tendanciel, et de peser sur le cours de sa devise jugé trop élevé.



### Nouvelle-Zélande : hausse du chômage à relativiser

En Nouvelle-Zélande, le taux de chômage a augmenté de 0,3 point au quatrième trimestre 2014 pour s'établir à 5,7 % (-0,3 point sur un an), tandis que le taux de participation à la population active a augmenté de 0,7 point (69,7 %). Les prix à la consommation enregistrent un recul sur le dernier trimestre 2014 (-0,2 %, +0,8 % sur un an).

Dans ce contexte, la banque centrale néo-zélandaise (RBNZ) a maintenu, fin janvier 2015, son principal taux directeur à 3,5 %, après une progression de 100 points de base entre mars et juillet 2014.



## 3 – Brèves économiques locales

---

### Revalorisation du SMG et du SMAG

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a fixé le taux du salaire horaire minimum garanti (SMG) à 904,81 F CPF brut à compter du 1<sup>er</sup> février, correspondant à 152 912 F CFP brut pour une rémunération mensualisée de 169 heures. Le taux du salaire horaire minimum agricole garanti (SMAG) passe lui à 769,09 F CPF brut, correspondant à 129 977 F CFP brut par mois sur la base de 169 heures.

### Exercice international d'alerte au tsunami

Le 3 février 2015, 40 pays et territoires de la région Pacifique, dont la Nouvelle-Calédonie, ont participé à un exercice international d'alerte au tsunami, qui visait à tester les procédures de prise de décision et les outils de prévision fournis par le centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique. Cet exercice à usage interne impliquait principalement le centre de Nouméa de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD, responsable du réseau sismologique de Nouvelle-Calédonie) et la Direction de la sécurité civile et de la gestion des risques (DSCGR). Aucune participation de la population n'a été requise.

### Convention de partenariat entre le CESE et le Sénat coutumier

Le 29 janvier 2015, a eu lieu la signature officielle d'une convention de partenariat et d'échanges entre le Conseil Economique Social et Environnemental de Nouvelle-Calédonie (CESE NC) et le Sénat coutumier. Cette démarche est initiée afin que ces deux institutions, issues de la volonté des signataires des Accords de Matignon-Oudinot, puissent notamment entreprendre des études communes sur certains dossiers relevant des compétences de chacun. Le premier dossier commun devrait porter sur l'illettrisme.

### Création d'un comité de pilotage pour la clinique Île Nou Magnin

Un comité de pilotage a été formé le 23 janvier 2015 par le Gouvernement, pour répondre au blocage du chantier du Pôle Hospitalier Privé (PHP) de Nouville. Les responsables du projet ont demandé l'intervention de l'exécutif, insistant sur les difficultés financières liées au blocage des travaux depuis novembre 2014, au bout d'une dizaine de jours après leur démarrage. Pour rappel, le budget du PHP est estimé à 13,2 milliards de F CFP, avec une livraison prévue en 2018.

### Ouverture d'un collège dans la commune du Mont-Dore

Le nouveau collège de la Direction diocésaine de l'enseignement catholique (Ddec) situé à La Conception (commune du Mont-Dore) au bord de la RP1 ouvre ses portes à la rentrée 2015. L'établissement pourra accueillir dans un premier temps 150 élèves répartis en deux classes de sixième et de cinquième, une de quatrième et une de troisième. La finalisation de la deuxième partie de l'établissement à la rentrée 2016 devrait permettre d'atteindre une capacité d'accueil de 380 élèves.

### L'IEOM a publié les études suivantes :

- La note expresse NE n°150 – Premières tendances – 4<sup>e</sup> trimestre 2014

L'indicateur du climat des affaires (ICA), qui résume l'opinion des professionnels interrogés sur la conjoncture, continue à progresser pour le cinquième trimestre consécutif, mais cependant à un rythme moins soutenu (+0,8 point sur le trimestre). Il reste ainsi toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-10,4 points).

- Rapport annuel 2013 de la balance des paiements de Nouvelle-Calédonie

Dans un contexte de ralentissement économique et de baisse des cours du nickel, le déficit des transactions courantes – qui représente l'écart entre l'épargne et l'investissement dans le territoire – s'est réduit de 173 à 156 milliards de F CFP. La stabilisation à un niveau élevé du déficit des échanges de biens (-166 milliards de F CFP) est le résultat de baisses conjointes des exportations et des importations, à des montants comparables. Le déficit des échanges extérieurs de services fléchit. La rubrique « revenus » voit son excédent s'améliorer tandis que les flux de transferts courants restent stables. Le compte financier présente de moindres entrées au titre des investissements directs, mais leur niveau demeure très élevé, traduisant notamment les financements accordés par les maisons-mères à leurs filiales dans le secteur du nickel.

Pour en savoir plus : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/balance-des-paiements/2013.html>

### Autre publication

Le Conseil Economique, Social et Environnemental de la Nouvelle-Calédonie a publié l'étude suivante :

- Rapport & Vœu n°01/2015 – Auto-saisine concernant les échanges de la Nouvelle-Calédonie avec les petits Etats insulaires du Pacifique – 30 janvier 2015

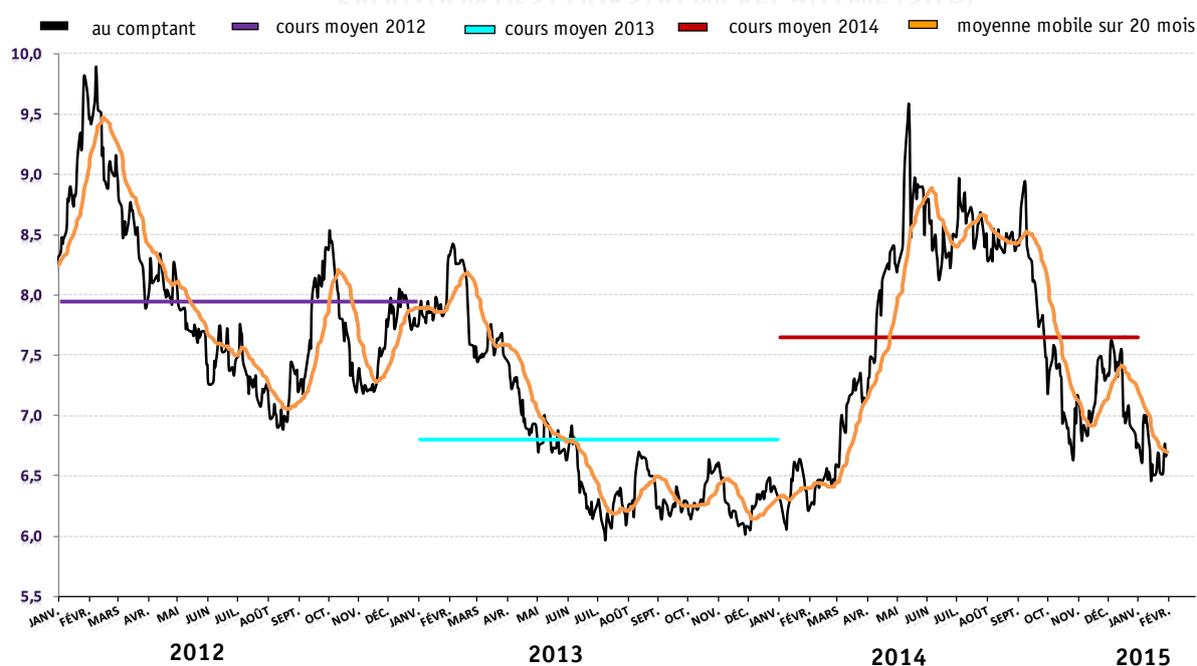
## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes			var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		janv.-15	105,42	-0,2%	0,5%	
Nombre de demandeurs d'emploi		nov.-14	6 140	-7,8%	3,6%	
<b>COMMERCE EXTERIEUR</b> (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	déc.-14	11 930	-8,8%	31,3%	
	cumulées	déc.-14	140 928	-	26,2%	
Importations	mensuelles	déc.-14	27 682	10,1%	-1,9%	
	cumulées	déc.-14	299 225	-	2,9%	
SECTEURS D'ACTIVITE		Données brutes			var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>						
• Cours du nickel au LME en USD/livre		janv.-15	6,70	-7,2%	4,9%	
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		janv.-15	688	-1,5%	23,0%	
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-14	639	2,0%	29,7%	
	cumulées	déc.-14	5 415	-	21,4%	
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-14	5 846	-6,7%	17,1%	
	cumulées	déc.-14	76 500	-	17,3%	
<b>TOURISME</b>						
• Touristes débarqués	mensuels	déc.-14	12 533	18,2%	7,0%	
	cumulés	déc.-14	107 187	-	-0,5%	
• Nuitées	mensuels	juil.-14	44 825	8,6%	-13,8%	
	cumulés	juil.-14	311 789	-	-8,4%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juil.-14	54,2%	+ 2,8 pt	- 4,9 pts	
• Croisiéristes (p)		sept.-14	272 169	-	5,4%	
<b>BTP</b>						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	9 198	6,6%	-10,3%	
	cumulées	sept.-14	79 887	-	-12,9%	
• Index BT 21 (p)		janv.-15	101,82	0,40%	0,32%	
• IRL (p)		janv.-15	119,97	0,03%	0,04%	
<b>CREVETTES</b>						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-14	14	-17,2%	ns*	
	cumulées	déc.-14	958	-	10,4%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-14	17	-34,1%	ns*	
	cumulées	déc.-14	1 435	-	10,2%	
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	janv.-15	406	120,7%	-22,7%	
	cumulées	janv.-15	406	-	-22,7%	

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

\* Il n'y a pas eu d'exportations de crevettes au mois de décembre 2013

### ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

en millions de F CFP	janv.-13	janv.-14	janv.-15	var 14/13	var 15/14
Circulation fiduciaire	16 206	15 271	16 500	-5,8%	8,0%
Dépôts à vue	253 310	276 828	309 721	9,3%	11,9%
<b>Total M1</b>	<b>269 516</b>	<b>292 099</b>	<b>326 221</b>	<b>8,4%</b>	<b>11,7%</b>
M2-M1	106 978	112 380	116 856	5,0%	4,0%
<b>Total M3</b>	<b>596 082</b>	<b>601 633</b>	<b>621 765</b>	<b>0,9%</b>	<b>3,3%</b>

### Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	sept.-12	sept.-13	sept.-14	var 13/12	var 14/13
Entreprises	455 321	455 772	438 017	0,1%	-3,9%
Ménages	400 097	407 821	416 736	1,9%	2,2%
Collectivités locales	53 919	67 920	84 976	26,0%	25,1%
Autres agents	14 525	17 054	14 546	17,4%	-14,7%
<b>Total encours sain</b>	<b>923 862</b>	<b>948 567</b>	<b>954 275</b>	<b>2,7%</b>	<b>0,6%</b>
Créances douteuses brutes	19 340	21 174	29 210	9,5%	38,0%
<b>Total encours brut</b>	<b>943 202</b>	<b>969 740</b>	<b>983 486</b>	<b>2,8%</b>	<b>1,4%</b>

### Interdits bancaires

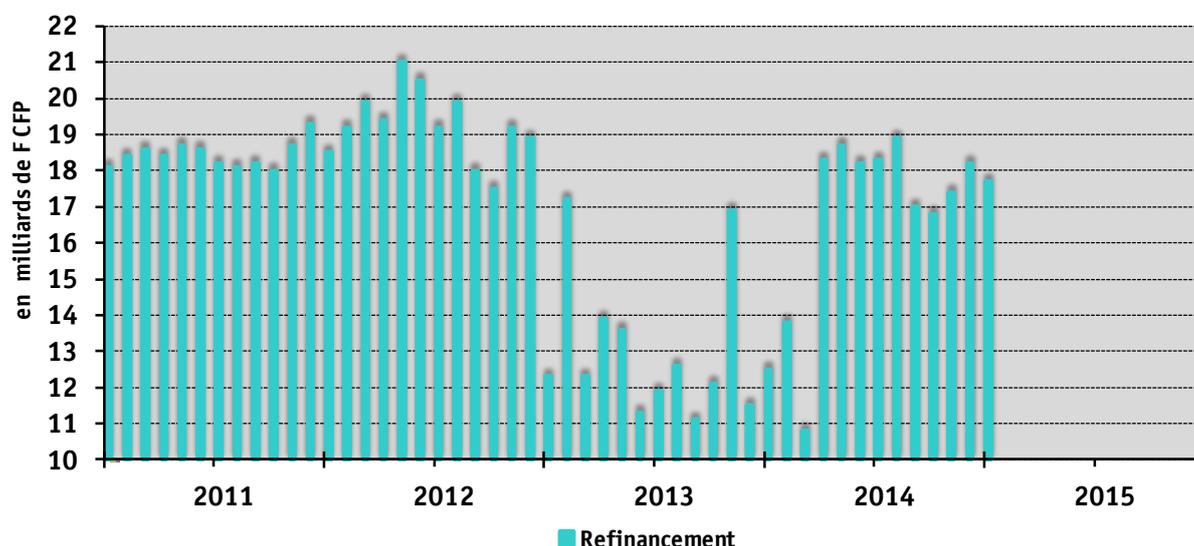
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	janv.-15	7 774	1,6%	-2,0%
	dont personnes physiques	janv.-15	6 907	1,9%	-2,1%
	dont personnes morales	janv.-15	867	-1,0%	-1,0%

### Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel
Cotes valides	janv.-15	17 439	0,7%	8,6%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	janv.-15	5 365	0,8%

### Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var. mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	janv.-15	17,7	-3,1%	40,7%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	Var .
<b>Indice des prix à la consommation</b>	janv	104,9	105,4	0,5%
<b>Entreprises</b>				
nombre d'entreprises	déc	55 782	57 958	3,9%
dont entreprises sans salarié	déc	49 176	51 408	4,5%
créations d'entreprises (p)	sept	2 778	2 638	-5,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 399	2 433	1,4%
liquidations judiciaires	déc	109	86	-21,1%
redressements judiciaires	déc	71	73	2,8%
personnes morales en interdiction bancaire *	janv	876	867	-1,0%
Ventes de ciment (tonnes)	sept	91 737	79 887	-12,9%
dont ciment local (tonnes)	sept	91 044	79 868	-12,3%
importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc	31 872	35 786	12,3%
importations de véhicules utilitaires (M F CFP) *	janv	319	844	164,4%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs *	janv	322	229	-28,9%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	sept	90 770	91 757	1,1%
dont secteur privé	sept	65 268	65 773	0,8%
dont secteur public	sept	25 502	25 984	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	nov	5 929	6 140	3,6%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	nov	6 399	7 133	11,5%
chômeurs indemnisés	déc	2 047	2 167	5,9%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	févr	899,3	904,8	0,6%
personnes physiques en interdiction bancaire *	janv	7 055	6 907	-2,1%
décisions retraits cartes bancaires *	janv	310	211	-31,9%
incidents paiements sur chèques *	janv	3 540	2 514	-29,0%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs *	janv	525	406	-22,7%
importations de véhicules de tourisme (M F CFP) *	janv	1 190	1 078	-9,4%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 377	35 675	0,8%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 045	17 141	0,6%
<b>Echanges</b>				
nombre de touristes	déc	107 753	107 187	-0,5%
nombre de croisiéristes	sept	258 296	272 169	5,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1 <sup>er</sup> janvier des hôtels de Nouméa	juil	54,9%	54,9%	0,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année *	janv	6,38	6,70	4,9%
cours du nickel au LME en \$/lb *	janv	6,38	6,70	4,9%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 459	5 415	21,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	17 529	23 590	34,6%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	65 202	76 500	17,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	79 822	105 912	32,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	868	958	10,4%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 302	1 435	10,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	98 653	130 937	32,7%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	88,4%	92,9%	4,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	290 908	299 225	2,9%
total des exportations (M FCFP)	déc	111 628	140 928	26,2%
taux de couverture	déc	38,37%	47,10%	8,7 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	48 961	49 671	1,4%
<b>Indicateurs financiers (M de FCFP)</b>				
Dépôts à vue *	janv	276 828	309 721	11,9%
M1 (Dépôts à vue + circulation fiduciaire) *	janv	292 099	326 221	11,7%
M2 (M1 + Compte épargne logement + Comptes sur livret) *	janv	404 479	443 077	9,5%
Dépôts à termes *	janv	197 115	178 688	-9,3%
M3 (M2 + Dépôts à termes) *	janv	601 633	621 765	3,3%
P1 (Plan épargne logement et Livret épargne entreprises) *	janv	3 815	4 336	13,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	déc	3,48%	3,74%	0,3 pts
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	déc	4,39%	3,79%	-0,6 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	déc	3,68%	3,50%	-0,2 pts
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels et autres crédits échancés à la consommation	déc	7,46%	7,20%	-0,3 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	sept	969 740	983 486	1,4%
<b>Ménages</b>	sept	407 821	416 736	2,2%
dont crédits à la consommation	sept	74 420	73 656	-1,0%
dont crédits à l'habitat	sept	327 098	337 144	3,1%
<b>Entreprises</b>	sept	455 772	438 017	-3,9%
dont crédits d'exploitation	sept	80 184	73 131	-8,8%
dont crédits d'investissement	sept	241 766	233 120	-3,6%
dont crédits à la construction	sept	117 250	117 441	0,2%
<b>Collectivités locales</b>	sept	67 920	84 976	25,1%
dont d'investissement	sept	65 403	82 811	26,6%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	sept	17 054	14 546	-14,7%
<b>créances douteuses brutes</b>	sept	21 174	29 210	38,0%
taux de créances douteuses brutes	sept	2,2%	3,0%	0,8 pt
ensemble des actifs financiers	sept	712 111	711 157	-0,1%
<b>Ménages</b>	sept	366 069	386 109	5,5%
<b>Sociétés</b>	sept	229 326	219 247	-4,4%
<b>Autres agents</b>	sept	116 717	105 801	-9,4%
<b>dont assurances-vie</b>	sept	104 234	111 213	6,7%

(p) : données trimestrielles provisoires

Sources : IEOM, ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT, Tribunal mixte de commerce de Nouméa

\*2015/2014

## 2 – Actualité régionale

---

### Les îles Fidji, destination touristique phare du Pacifique

Selon le Bureau Gouvernemental de la Statistique des îles Fidji, le nombre de visiteurs dans l'archipel en 2014 a atteint un niveau exceptionnellement élevé avec 692 630 touristes, en augmentation de 5,3 % par rapport à 2013 (657 706 visiteurs). La majorité d'entre eux sont Australiens et Néo-Zélandais. La mise en place de nouvelles connexions aériennes, notamment entre Nandi et Wellington et entre Suva et Melbourne, a fortement contribué à l'augmentation de la fréquentation de l'archipel. Les visiteurs sont par ailleurs de plus en plus nombreux à affluer depuis la Chine et de la Corée du Sud. La mise en service d'une nouvelle ligne entre Nandi et Shanghai, au cours du mois, va sans doute participer à maintenir cette tendance. D'après l'Organisation Mondiale du Tourisme, la zone Asie-Pacifique a connu une hausse du nombre de touristes de 6 % en 2014.

### Recul de la pandémie de sida dans la zone Asie-Pacifique

Une réunion intergouvernementale sur le VIH et le sida s'est tenue à Bangkok fin janvier pour la zone Asie-Pacifique. Organisée par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique en coopération avec l'ONUSIDA et le Programme des Nations Unies pour le développement, cette réunion a rassemblé plus de 250 représentants des gouvernements, de la société civile et d'organisations internationales de toute la région. Les principaux objectifs étaient d'évaluer les progrès faits dans la zone face à la maladie et d'étudier les futurs défis à relever. L'évolution des résultats est significative depuis une dizaine d'années : le nombre de décès dû au Sida a diminué de 27 % entre 2005 et 2013 et le nombre de nouvelles infections, estimé à 350 000 en 2013, a reculé de 25 % depuis 2001.

### Progression des financements de la Banque Mondiale en Océanie

La Banque Mondiale a affiché, début février, la volonté d'augmenter son aide financière et d'accroître sa présence en Océanie. Il y a cinq ans, le financement des projets dans le Pacifique représentait un total d'environ 450 millions de dollars US ; aujourd'hui, les fonds accordés par la Banque Mondiale atteignent presque un milliard de dollars. Les îles Fidji, qui n'avaient plus reçu d'enveloppes de l'organisation depuis les années 90, devraient bénéficier d'environ 100 millions de dollars d'aide pour leur développement d'ici 2017. La Banque Mondiale veut ainsi afficher la reprise de sa coopération avec ce pays, où un gouvernement démocratique est désormais rétabli depuis les législatives du 17 septembre 2014. À Tuvalu, une subvention de sept millions de dollars a été accordée pour développer la production d'énergies renouvelables, avec l'installation de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes.

## 3 – Brèves locales

---

### Prise de fonction du nouveau Préfet de Wallis-et-Futuna

Le nouveau Préfet et Administrateur supérieur des îles Wallis et Futuna, M. Marcel RENOUF, est arrivé sur le Territoire le 23 janvier dernier. Une cérémonie de levée des couleurs a été organisée lundi 26 janvier pour marquer sa prise de fonction, en présence des élus et des autorités coutumières, religieuses, judiciaires et administratives de l'archipel. Sous-Préfet de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe entre 2005 et 2010, M. RENOUF a ensuite été Préfet délégué pour la défense et la sécurité Ouest auprès du Préfet de la région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine puis Préfet hors cadre, avant d'être nommé Administrateur des îles Wallis et Futuna le 19 décembre dernier. Dès sa première semaine de fonction, M. RENOUF s'est rendu à Futuna afin de rencontrer les autorités de l'île sœur.

### Reprise des activités de l'AFD par l'agence IEOM de Mata'Utu

L'agence IEOM de Wallis-et-Futuna reprend en charge les missions locales de l'Agence Française de Développement (AFD). Mme Malina ALIKIAGALELEI, qui a rejoint les effectifs de l'Institut, est affectée au traitement des activités de l'AFD sur le Territoire et notamment au suivi du recouvrement des prêts. Son bureau se situe désormais dans les locaux de l'agence, dans le quartier administratif de Havelu, à Wallis. Ses coordonnées téléphoniques et électroniques demeurent inchangées. Les réunions des comités fonds de garantie (Fonds de garantie interbancaire et Fonds de garantie des très petites entreprises) animées par l'AFD se tiendront désormais à l'IEOM.

### Hausse annuelle des recettes douanières

Les recettes douanières ont augmenté de 11,2 % en 2014 pour atteindre 1,87 milliard de F CFP, contre 1,68 milliard de F CFP en 2013. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des prélèvements des taxes intérieures sur la consommation d'alcools et de tabacs (respectivement +17,7 % et +9,1 % par rapport à l'année 2013). Elle provient également de la progression des recettes issues des taxes d'entrée qui ont augmenté de 10,9 % en 2014. À contrario, le montant total des taxes prélevées sur les hydrocarbures se replie en 2014, de 4,2 % par rapport à 2013. Cela s'explique principalement par la baisse importante du prix du pétrole au cours de la seconde moitié de l'année 2014.

	2013	2014	Variation
<b>Recettes douanières</b>	<b>1 677</b>	<b>1 866</b>	<b>11,2%</b>
Droits de douane	313	335	6,7%
Taxes d'entrée	912	1 011	10,9%
Taxes intérieures de consommation	439	484	10,1%
<i>TIC alcools</i>	178	210	17,7%
<i>TIC Tabacs</i>	179	195	9,1%
<i>TIC hydrocarbures</i>	83	79	-4,2%
Autres taxes	13	36	182,7%

Source : Service des douanes

### Fermeture du bureau de l'Adie à Futuna

Depuis fin décembre, l'Association pour le droit à l'initiative économique (Adie), qui disposait d'une antenne à Futuna depuis mars 2013, n'assure plus de permanence sur l'île sœur. L'organisation en place prévoit désormais le déplacement du délégué territorial du bureau de Wallis toutes les six semaines environ afin de réceptionner les nouvelles demandes et aider à la constitution des dossiers. Un arrangement a été convenu avec le Centre des finances publiques de Futuna pour que les 34 clients de l'île effectuent le remboursement des prêts consentis. En 2014, près de 40 % des microcrédits octroyés par l'Adie ont bénéficié à des habitants de Futuna pour un montant total de 8,3 millions de F CFP.

### Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

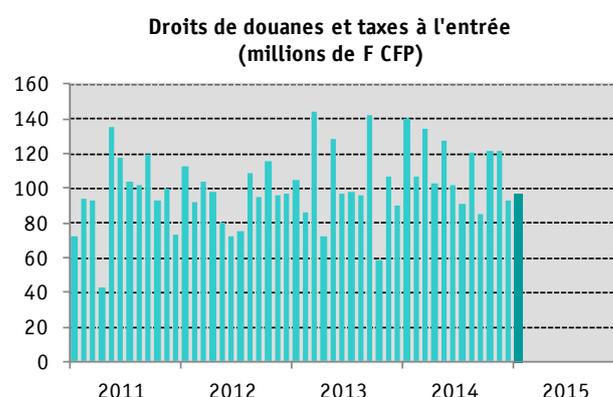
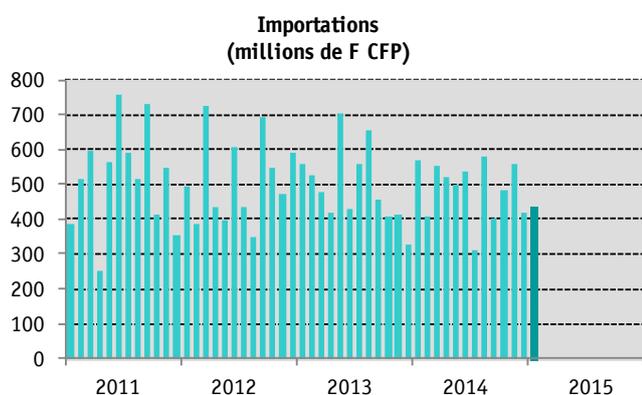
<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

## 4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>		4T 14	116,99	-	0,2%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>		janv-15	90 000	-	1,0%
<b>Nombre d'emplois salariés</b>		juin-14	2 078	-	-3,6%
<b>Échanges extérieurs (millions de XPF)</b>					
Importations	mensuelles	janv-15	433	3,0%	-24,0%
	cumulées	janv-15	433	-	-24,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	janv-15	97	4,1%	-30,7%
	cumulés	janv-15	97	-	-30,7%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	janv-15	41	-25,3%	-11,3%
	cumulées	janv-15	41	-	-11,3%

<b>SECTEURS D'ACTIVITÉ</b>			Données brutes	▲/mois	▲/an
<b>Énergie</b>					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	déc-14	1 733	15,2%	4,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	651	13,7%	6,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	déc-14	149	11,6%	-0,9%
<b>Transports</b>					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-14	3 118	95,4%	1,4%
	cumulé	déc-14	25 505	-	-22,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-14	903	-8,4%	-34,0%
	cumulé	déc-14	12 789	-	-1,8%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	janv-15	2	-33,3%	-50,0%
	cumulées	janv-15	2	-	-50,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-15	19	35,7%	26,7%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPP, Aviation civile

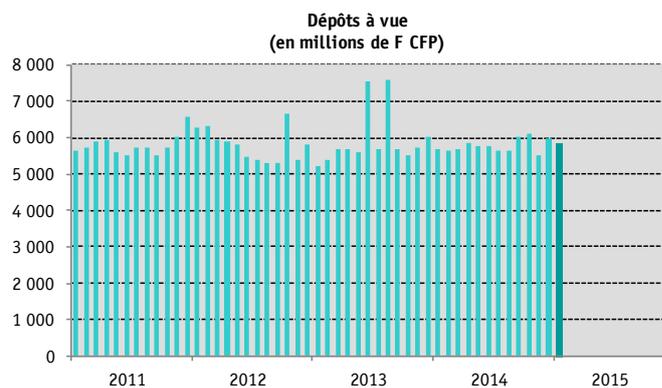
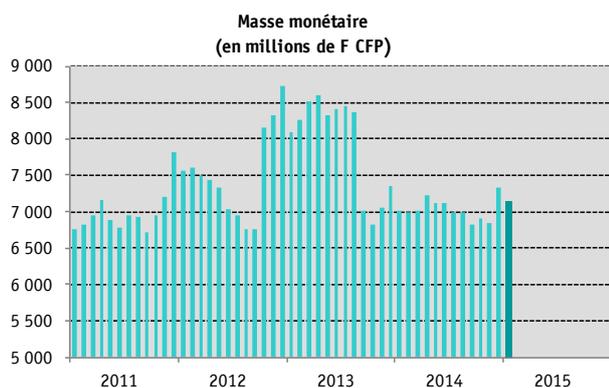


## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Baisse de la masse monétaire sur le mois, mais progression sur l'année

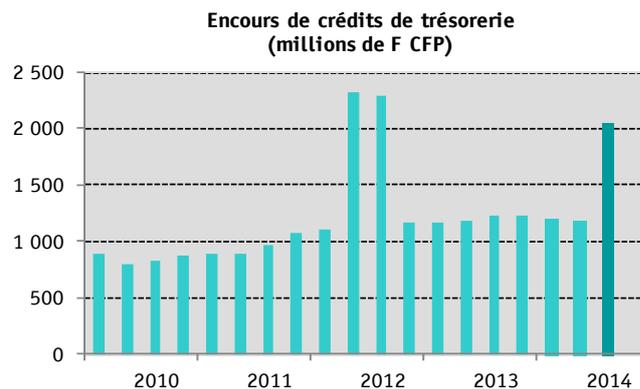
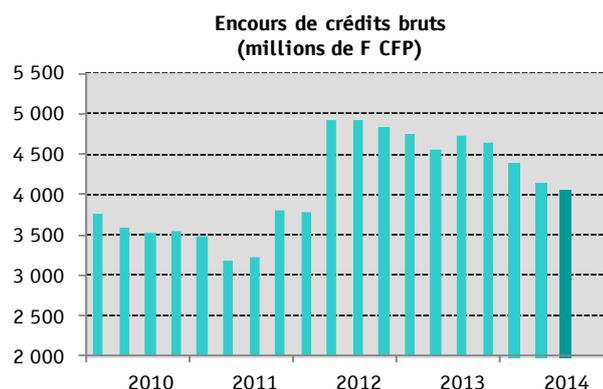
en millions de F CFP	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 113	2 061	2 050	-0,6%	-3,0%
Dépôts à vue	3 554	3 936	3 791	-3,7%	6,7%
<b>Total M1</b>	<b>5 667</b>	<b>5 997</b>	<b>5 840</b>	<b>-2,6%</b>	<b>3,1%</b>
M2-M1	512	500	479	-4,3%	-6,6%
<b>Total M3</b>	<b>7 000</b>	<b>7 318</b>	<b>7 140</b>	<b>-2,4%</b>	<b>2,0%</b>



### Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

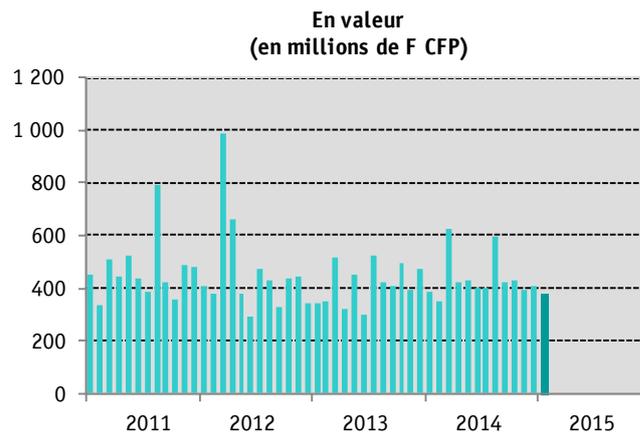
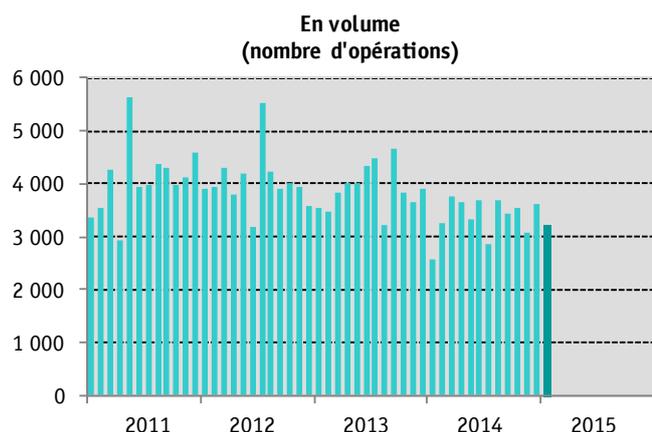
en millions de F CFP	sept-12	sept-13	sept-14	▲/an
Crédits de trésorerie	2 300	1 225	2 045	67,0%
Crédits à l'équipement	1 346	2 308	1 149	-50,2%
Crédits à l'habitat	531	420	255	-39,1%
Autres crédits	258	314	176	-43,8%
Total encours sain	4 436	4 266	3 626	-15,0%
Créances douteuses brutes	493	470	444	-5,5%
<b>Total encours brut</b>	<b>4 929</b>	<b>4 736</b>	<b>4 070</b>	<b>-14,1%</b>



### Compensation

Baisse en nombre et en valeur des opérations de compensation en janvier

	janv-14	déc-14	janv-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	2 567	3 609	3 214	3 214	-10,9%	25,2%
Compensation (en millions de CFP)	386	408	377	377	-7,7%	-2,3%



Incidents bancaires

Forte progression du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	43	31	106	106	241,9%	146,5%
Retraits de cartes bancaires	1	0	0	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Légère augmentation du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>335</b>	<b>328</b>	<b>340</b>	<b>3,7%</b>	<b>1,5%</b>
- dont personnes physiques	325	313	325	3,8%	0,0%
- dont personnes morales	10	15	15	0,0%	50,0%

Cotation

Stagnation du nombre de cotes valides

en nombre	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>0,0%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	18	18	0,0%	12,5%

## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
<b><u>Indicateurs économiques</u></b>				
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	4T	116,99	-	-
<b>Entreprises</b>				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janvier	10	15	50,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	janvier	93	40	-56,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	janvier	0	5	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	8	7	-12,5%
<b>Ménages</b>				
emploi salarié (nb)	juin	2 078	-	-
dont secteur privé	juin	828	-	-
dont secteur public	juin	1 250	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janvier	325	325	0,0%
décision retrait cartes bancaires (nb)	janvier	1	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	janvier	43	106	146,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	janvier	141	125	-11,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	janvier	93	66	-28,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	janvier	46	33	-26,6%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	7	12	71,4%
<b>Échanges extérieurs en millions de XPF</b>				
importations	janvier	570	433	-24,0%
exportations	janvier	-	-	-
recettes douanières	janvier	188	140	-25,6%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	janvier	140	97	-30,7%
dont taxes intérieures de consommation	janvier	46	41	-11,3%
<b><u>Indicateurs financiers</u></b>				
<b>La masse monétaire en millions de XPF</b>				
Dépôts à vue	janvier	3 554	3 791	6,7%
M1	janvier	5 667	5 840	3,1%
M2	janvier	6 180	6 319	2,3%
Dépôts à terme	janvier	821	822	0,1%
<b>M3</b>	janvier	<b>7 000</b>	<b>7 140</b>	<b>2,0%</b>
<b>Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondus</b>				
Ménages	septembre	1 545	1 376	-10,9%
dont crédits à la consommation	septembre	1 245	1 161	-6,8%
dont crédits à l'habitat	septembre	299	215	-28,3%
Entreprises	septembre	2 443	2 041	-16,5%
dont crédits d'exploitation	septembre	76	921	1110,9%
dont crédits d'investissement	septembre	2 086	963	-53,8%
Collectivités locales	septembre	222	186	-16,4%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	55	23	-58,7%
créances douteuses brutes	septembre	470	444	-5,5%
taux de créances douteuses	septembre	9,9%	10,9%	1,0 pt
<b>Ensemble des actifs financiers</b>				
Ménages	septembre	3 145	3 124	-0,7%
dont assurances-vie	septembre	973	1 058	8,8%
Sociétés	septembre	1 614	1 442	-10,7%
Autres agents	septembre	2 220	2 148	-3,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

## 2 – Brèves économiques locales

---

### Contrat de projet : 50 milliards de F CFP de projets entre 2015 et 2020

Le Contrat de projets (CDP) 2015-2020 entre l'État et la Polynésie française représente un volume total de projets de 50 milliards de F CFP. Il se présente sous la forme de deux conventions distinctes, l'une relative au financement de projets relevant des compétences du Pays (38 milliards de F CFP) et l'autre relative au financement de projets communaux (12 milliards de F CFP). Le précédent Contrat de projet (2008-2014) portait sur la réalisation de 48 milliards de F CFP de projets. Au terme du dispositif, 29,5 milliards de F CFP ont été financés.

### Financement : la Sofidep lance un prêt directement accessible aux entrepreneurs

La Société de financement du développement de la Polynésie française (Sofidep), détenue majoritairement par le Pays, a lancé un prêt d'aide et à la création d'entreprise (Pace) permettant aux entrepreneurs d'accéder directement à un financement Sofidep, sans le concours d'une banque, pour un montant maximum de 5 millions de F CFP. Depuis 2000, la Sofidep a injecté au total 5 milliards de F CFP dans l'économie, dont 79 % aux Îles du Vent. En 2014, ce sont 79 projets qui ont été financés.

### Tourisme : trois hôtels de Moorea et Bora Bora s'apprêtent à rénover leurs infrastructures

Trois hôtels de Moorea et de Bora Bora ont reçu, le 21 janvier 2015, l'agrément du Conseil des ministres pour bénéficier de la défiscalisation locale dans le cadre de travaux de rénovation. L'hôtel *Hilton Bora Bora Nui Resort et Spa* prévoit des travaux d'un montant de 1,6 milliard de F CFP. Le *Hilton Moorea* et le *Moorea Pearl* vont également rénover leurs infrastructures. Par ailleurs, deux projets d'acquisition de bateaux destinés à la navigation charter ont été validés. Au total, 1 milliard de F CFP de crédits d'impôt ont ainsi été accordés, afin d'accompagner la réalisation de 3,5 milliards de F CFP d'investissement, participant ainsi à l'amélioration de la qualité de l'offre touristique de la Polynésie française.

### Stratégie de développement économique : appel à un cabinet de consultants néo-calédonien

Dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie de développement économique, le Pays a fait appel au cabinet de consultants néo-calédonien *Kahn & Associés* pour la réalisation d'un plan de dynamisation de l'économie pour 2016, d'une stratégie de développement économique à l'horizon 2020 et d'une stratégie touristique (Destination 2020). Dans ce cadre, le cabinet rencontre actuellement les principaux acteurs économiques et institutions du territoire.

### Agriculture : 95 millions de F CFP d'aides accordées

La commission d'attribution des aides à l'agriculture a examiné, début février, 24 dossiers de demande d'aide portant sur la réalisation de 275 millions de F CFP d'investissements. Ces investissements portent sur l'acquisition de matériel, le développement de l'apiculture et la réalisation d'aménagements. Les aides représentent entre 10 % et 50 % du montant des dépenses éligibles ; les jeunes agriculteurs, les groupements agricoles et les projets dans les archipels éloignés ou en agriculture biologique bénéficient d'une majoration. 22 dossiers ont été validés pour un montant d'aides total de 95 millions de F CFP.

### Logement : une enveloppe de 1 milliard de F CFP pour l'aide à l'investissement des ménages

En 2015, l'enveloppe budgétaire du Pays consacrée à l'aide à l'investissement des ménages, dispositif créé pour soutenir l'achat ou la construction d'un logement neuf pour les particuliers, s'élève à 1 milliard de F CFP. Ce montant devrait permettre de soutenir l'investissement de 250 à 500 ménages.

### Transports aériens : Air Tahiti Nui s'associe au programme d'affiliation de Booking.com

Air Tahiti Nui s'est associé au programme d'affiliation de Booking.com, leader mondial de la réservation d'hébergement en ligne. Ce partenariat permet à la compagnie aérienne d'étendre ses offres d'hébergement associées à l'ensemble de ses points de vente. Par ailleurs, Air Tahiti Nui et Aircalin ont déposé une demande d'autorisation de partage de codes (code-share) auprès du département des transports américain afin de faciliter les déplacements entre la Nouvelle-Calédonie et les États-Unis en offrant une liaison Nouméa-Papeete-Los Angeles.

### Éducation : l'université de Polynésie française (UPF) se dote d'un amphithéâtre numérique

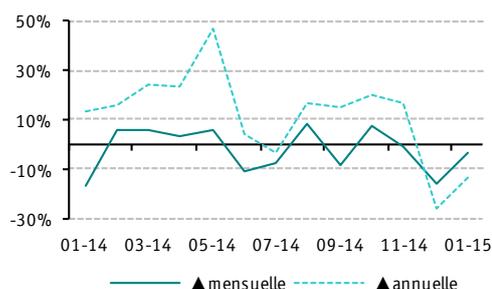
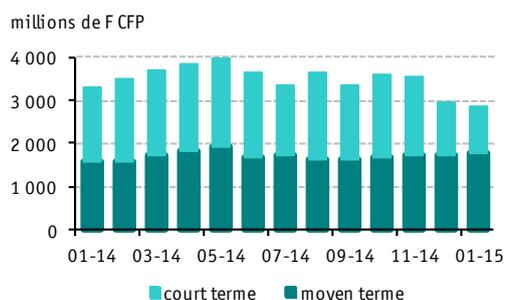
L'université de Polynésie française (UPF) a doté son cinquième amphithéâtre d'un équipement numérique, avec un système de visioconférence et de captation vidéo afin de diffuser les cours sur Internet. 70 millions de F CFP ont été investis afin de réaliser cette salle de 166 places, qui répond à l'augmentation constante des effectifs.

## 3 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Nouveau repli du refinancement en janvier

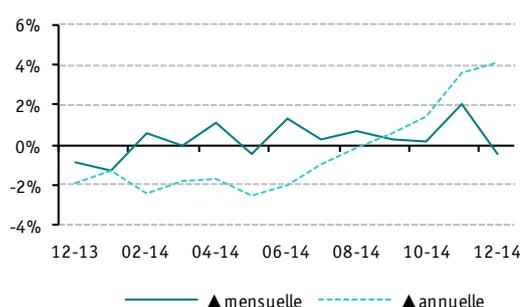
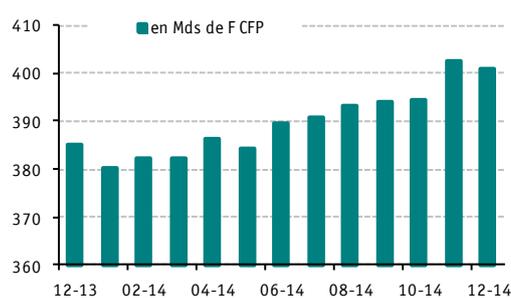
en millions de F CFP	janv-14	déc-14	janv-15	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 755	1 257	1 090	-13,3%	-37,9%
Utilisations à moyen terme	1 547	1 699	1 757	3,4%	13,6%
<b>Refinancement total</b>	<b>3 302</b>	<b>2 956</b>	<b>2 846</b>	<b>-3,7%</b>	<b>-13,8%</b>



### Masse monétaire

Légère contraction de la masse monétaire

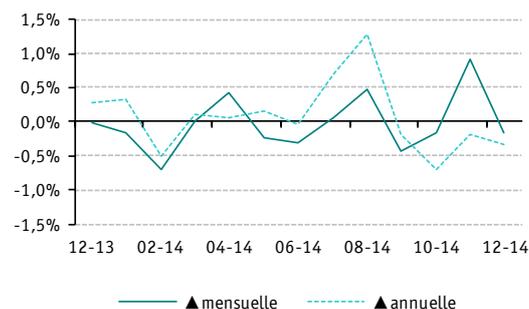
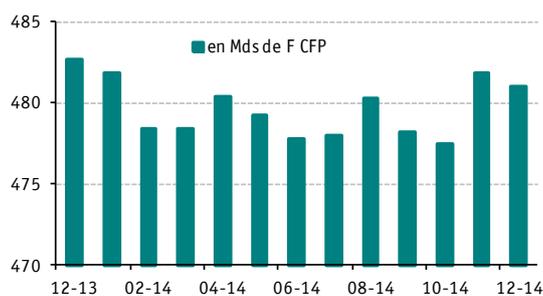
en millions de F CFP	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 319	13 189	13 893	5,3%	-3,0%
Dépôts à vue	151 560	160 010	155 947	-2,5%	2,9%
Comptes sur livrets	99 845	99 711	99 883	0,2%	0,0%
Comptes d'épargne logement	410	383	387	1,0%	-5,7%
Dépôts à terme	117 304	127 749	129 295	1,2%	10,2%
Autres	1 656	1 435	1 429	-0,4%	-13,8%
<b>Total M3</b>	<b>385 095</b>	<b>402 476</b>	<b>400 834</b>	<b>-0,4%</b>	<b>4,1%</b>



### Concours des banques locales à l'économie

Hausse des crédits d'équipement

en millions de F CFP	déc-13	nov-14	déc-14	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	122 104	110 338	110 097	-0,2%	-9,8%
Crédits d'équipement	73 446	73 926	76 361	3,3%	4,0%
Crédits à l'habitat	164 840	168 765	168 951	0,1%	2,5%
Autres crédits	61 920	66 206	64 800	-2,1%	4,7%
Créances douteuses brutes	60 321	62 575	60 808	-2,8%	0,8%
<b>Total Concours de Caractère Bancaire</b>	<b>482 630</b>	<b>481 811</b>	<b>481 017</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,3%</b>



## Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an
<b>Indicateurs macroéconomiques</b>						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	janv-14	108,3	108,5	108,1	-0,4%	-0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	déc-14	113,9	114,4	114,7	0,3%	0,8%
Commerce extérieur						
<i>Exportations civiles (en M F CFP)</i>	déc-14	953,3	1 534,7	1 658,7	8,1%	74,0%
<i>Importations civiles (en M F CFP)</i>	déc-14	20 510	14 497	15 267	5,3%	-25,6%
<i>(source : ISPF)</i>						
<b>Entreprises</b>						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	déc-14	8 183	3 669	2 901	ns	ns
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	déc-14	101	38	167	ns	ns
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	janv-15	121	136	84	-38,2%	-30,6%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc-14	478	478	479	0,2%	0,2%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
<b>Ménages</b>						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	déc-14	2 036	2 155	2 445	13,5%	20,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	déc-14	3 559	3 240	3 725	15,0%	4,7%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	janv-15	241	225	249	10,7%	3,3%
Personnes physiques en interdiction bancaire	déc-14	2 791	2 743	2 711	-1,2%	-2,9%
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>						
<b>Secteurs</b>						
<b>Agriculture</b>						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	déc-14	561	1 158	505	ns	-10,1%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	déc-14	71	100	105	5,4%	47,9%
<b>BTP</b>						
Importations de ciment (en M F CFP)	déc-14	286	54	62	13,6%	ns
Importations de bois transformé (en M F CFP)	déc-14	143	130	132	1,9%	-7,6%
<b>Industrie</b>						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	déc-14	34	16	24	ns	-28,6%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	déc-14	46	56	42	-25,9%	-9,4%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	déc-14	1	32	52	ns	ns
<b>Tourisme</b>						
Nombre de touristes	nov-14	12 953	17 546	14 646	-16,5%	13,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-14	51,0%	69,2%	54,2%	-14,9 pts	3,2 pts
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>						
<b>Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)</b>						
<b>Dépôts</b>						
Ménages						
<i>Dépôts à vue</i>	déc-14	56 848	60 695	60 023	-1,1%	5,6%
<i>Comptes sur livret</i>	déc-14	93 922	93 691	93 782	0,1%	-0,1%
<i>Dépôts à terme</i>	déc-14	68 465	68 042	68 494	0,7%	0,0%
Entreprises						
<i>Dépôts à vue</i>	déc-14	79 330	81 627	78 307	-4,1%	-1,3%
<i>Dépôts à terme</i>	déc-14	40 382	50 014	52 183	4,3%	29,2%
<b>Encours bancaires</b>						
Ménages						
<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-14	76 670	71 330	71 292	-0,1%	-7,0%
<i>Crédits à l'habitat</i>	déc-14	146 387	150 746	151 191	0,3%	3,3%
Entreprises						
<i>Crédits de trésorerie</i>	déc-14	38 996	32 353	32 447	0,3%	-16,8%
<i>Crédits d'équipement</i>	déc-14	64 900	65 695	66 349	1,0%	2,2%
<i>(source : IEOM)</i>						

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois			taux de base bancaire		taux	date d'effet
	30/01/2015	31/12/2014	Var. M-1	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EONIA	0,0860%	0,1440%	- 0,058 pt	banques locales		
EURIBOR 1 mois	0,0010%	0,0180%	- 0,017 pt	<b>taux d'intérêt légal 2015</b>		
EURIBOR 3 mois	0,0540%	0,0780%	- 0,024 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	4,06%	JORF 27/12/2014
EURIBOR 6 mois	0,1320%	0,1710%	- 0,039 pt	autres cas	0,93%	
EURIBOR 12 mois	0,2700%	0,3250%	- 0,055 pt			

taux d'intérêt en moyenne mensuelle			Définitions	
	janv.-15	déc.-14	Var. M-1	EONIA: Euro OverNight Index Average
TMO	0,9400%	1,1800%	- 0,240 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TME	0,7400%	0,9800%	- 0,240 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques
				TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014	30/01/2015	31/12/2014	28/11/2014
taux JJ	0,090%	0,175%	0,170%	nd	0,044%	0,047%	0,490%	0,450%	0,425%
3 mois	0,360%	0,425%	0,205%	nd	0,112%	0,106%	0,600%	0,600%	0,600%
10 ans emprunts phares	1,680%	2,180%	2,200%	0,280%	0,330%	0,420%	1,360%	1,760%	1,920%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	<b>7,65%</b>
Prêts à taux fixe	<b>4,57%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	<b>3,35%</b>
Prêts à taux variable	<b>4,15%</b>	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	<b>4,25%</b>
Prêts-relais	<b>4,92%</b>	Découverts en compte	<b>13,27%</b>
<b>Autres prêts</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	<b>3,87%</b>
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	<b>20,25%</b>	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	<b>14,37%</b>	Découverts en compte	<b>13,27%</b>
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	<b>9,21%</b>		

(1) y compris commission du plus fort découvert

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	105,5566	1 NZD/XPF	76,6519	1 HKD/XPF	13,6167	1 GBP/XPF	158,8760	
100 JPY/XPF	89,6692	1 AUD/XPF	82,0996	1 SGD/XPF	78,0354	100 VUV/XPF	100,3648	1 FJD/XPF	51,8315